

**Communiqué de presse**  
Pour diffusion immédiate

## **Endettement fédéral, Uber et revenu minimum garanti: les économistes québécois se prononcent**

QUÉBEC, le 21 mars 2016 - Dans un sondage interne effectué à la mi-mars en collaboration avec la firme Raymond Chabot Grant Thornton, les économistes québécois se sont prononcés sur plusieurs questions d'actualité.

### **Le ratio d'endettement du gouvernement fédéral**

Au moment où le gouvernement Trudeau s'apprête à déposer un premier budget, la vaste majorité des économistes sondés (68%) estiment que le ministre des Finances devrait se donner une cible à atteindre d'ici l'exercice financier 2019-2020 quant au rapport entre la dette et le produit intérieur brut. Les répondants sont cependant divisés quant au niveau de cette cible. Ainsi,

- 40% croient que le ratio dette/PIB devrait être maintenu à son niveau actuel, soit 31% ce qui pourrait impliquer des déficits annuels moyens de 25 milliards \$,
- 29% pensent plutôt qu'il devrait être accru pour stimuler l'économie et aider les provinces en matière de santé et d'éducation,
- 28 % préconisent qu'il soit plutôt réduit au moyen de réduction des dépenses ou des hausses fiscales.

### **La gestion de l'offre dans les secteurs du taxi et du sirop d'érable**

Réagissant aux débats entourant la gestion de l'offre dans les secteurs du taxi et de l'acériculture, une nette majorité de répondants au sondage sont d'avis que les réglementations économiques touchant ces secteurs sont des freins à l'innovation et au développement du marché (74%) en plus de constituer des incitations à la tricherie de la part des producteurs (72%) ou des clients (80%). Leurs opinions varient quant au meilleur moyen de remédier à la situation :

- Dans le secteur du taxi, plus de 61% des économistes québécois recommandent de modifier la réglementation en faveur d'une plus grande concurrence dans l'offre de services. Dans une proportion de 29%, ils croient plutôt qu'il faut obliger les taxis Uber à payer une taxe spéciale dont les revenus serviront à compenser les pertes subies par les propriétaires de permis valides.
- Les répondants sont divisés quant à l'approche pouvant le mieux diminuer les tensions chez les producteurs de sirop d'érable, Ainsi, plus de 35% invitent le gouvernement à consulter les acériculteurs alors que près de 32% préfèrent une hausse des quotas de production de sirop et que 20% n'ont aucun avis sur la question.

### **Créer et distribuer la richesse au Québec**

En préparation de son [congrès](#) des 18 et 19 mai prochain, le sondage effectué par l'Association comportait quelques questions touchant la création et la distribution de la richesse au Québec.

Ainsi, plus de 44 % des répondants croient que pour générer de la richesse il faut accorder la priorité au développement du capital humain. Dans une proportion nettement moindre, certains préconisent plutôt de miser sur le dynamisme du secteur privé (20%), l'allègement du fardeau fiscal et réglementaire des entreprises (18%) ou la restauration et le développement des infrastructures publiques (14%). De plus, près de la moitié (48%) des économistes consultés jugent que ce sont les secteurs technologiques émergents (économie verte, électrification et économie numérique) qui offrent les meilleures perspectives de création de richesse. D'autres pensent qu'il faut plutôt s'en remettre aux secteurs déjà bien établis (25%), aux ressources naturelles (11%) ou à l'économie de partage et à l'économie sociale (7%).

En ce qui a trait aux stratégies de partage de la richesse créée, les économistes privilégient dans une proportion de 56% le développement des compétences et de l'employabilité des Québécois. Par ailleurs, les différents avantages susceptibles de découler de l'instauration d'un revenu minimum garanti recueille tous un fort assentiment (74% et plus) chez les économistes québécois, notamment pour ce qui est d'augmenter l'incitation au travail (86%) et de réduire les coûts administratifs (81%) des programmes actuels. Pour Jean-Michel Cousineau, professeur d'économie à l'Université de Montréal et membre du Comité des politiques publiques de l'Association des économistes québécois, «il semble y avoir un réel engouement des économistes pour les réflexions en cours à Québec et à Ottawa sur l'idée d'un revenu minimum garanti».

### **Un regain d'optimisme pour la situation économique**

Dans une proportion de 31 %, les économistes sondés croient que la situation économique du Québec va s'améliorer au cours des six prochains mois. Il s'agit d'une progression importante depuis le sondage de novembre dernier où 23% des répondants étaient de cet avis. Seulement 10% croient que l'économie québécoise va se détériorer comparativement à 12% en novembre 2015 et à 15% en mai dernier.

**Au total, 150 membres de l'Association des économistes québécois ont répondu au sondage réalisé par Internet du 8 au 15 mars 2016. L'Association effectue régulièrement des sondages auprès de ses membres sur des questions en rapport avec l'actualité économique ou des enjeux de politique publique. Les résultats détaillés de ce sondage ainsi que de ceux réalisés au cours des dernières années sont disponibles à l'adresse :**

[http://economistesquebecois.ca/programmes\\_et\\_activites/sondages](http://economistesquebecois.ca/programmes_et_activites/sondages)

### **CONTACT**

Jean-Michel Cousineau

(514) 731-0356

[jean.michel.cousineau@umontreal.ca](mailto:jean.michel.cousineau@umontreal.ca)

**Sondage de mars 2016**  
**Association des économistes québécois**

**L'économie québécoise**

**À votre avis, au cours des six prochains mois, la situation économique du Québec devrait-elle :**

Se détériorer?	10,0%
Se maintenir?	53,3%
S'améliorer?	31,3%
Sans opinion.	5,3%

**Ratio d'endettement du gouvernement fédéral**

**Dans ce contexte, croyez-vous que le gouvernement Trudeau devrait se donner une cible à atteindre pour le ratio de la dette par rapport au produit intérieur brut à la fin des quatre prochains exercices financiers?**

Oui	68,0%
Non	25,3%
Ne sait pas	6,7%

**Dans l'affirmative, quelle est votre préférence concernant la cible à atteindre relativement au ratio de la dette par rapport au produit intérieur brut à la fin des quatre prochains exercices financiers, soit 2019-2020?**

Le même ratio de la dette par rapport au produit intérieur brut, soit 31 % (ce qui pourrait impliquer des déficits annuels moyens de près de 25 milliards de dollars avec un produit intérieur brut nominal qui croît à 4 % par année).	39,6%
Un ratio de la dette par rapport au produit intérieur brut plus élevé de façon à stimuler davantage l'économie et accroître l'aide aux provinces en matière de santé et d'éducation.	28,7%
Un ratio de la dette par rapport au produit intérieur brut réduit graduellement par des coupes de dépenses ou des hausses de taxes et impôts.	27,7%
Ne sait pas.	4,0%

## La gestion de l'offre dans les secteurs du taxi et de l'acériculture

Selon vous, dans les secteurs du taxi et du sirop d'érable :

	Oui	Non	Ne sait pas
Les producteurs ou les offreurs de service ont-ils trop peu d'incitation à innover et à profiter du développement du marché?	74%	15%	11%
Certains producteurs peuvent-ils être incités à tricher en produisant davantage que permis ou en produisant sans permis valide?	72%	5%	23%
Certains clients également peuvent-ils être incités à tricher en utilisant le produit ou service de fournisseurs sans permis valide?	80%	4%	16%

Dans le cas de l'arrivée des taxis Uber, quelle piste de solution privilégiez-vous?

Interdire le concept de covoiturage proposé par Uber.	4,9%
Obliger les taxis Uber à payer une taxe spéciale (proposition Taillefer), en plus de la TVQ et de la TPS, et utiliser les revenus de ces taxes pour compenser les pertes subies par les propriétaires de permis valide.	28,9%
Élaborer un plan progressif d'élimination du monopole des taxis en faveur d'une plus grande concurrence (multimode) de l'offre de service aux usagers, accompagnée d'un cadre réglementaire pouvant suivre l'évolution rapide des futures transformations dans le domaine.	61,3%
Ne sait pas.	4,9%

Dans le cas du sirop d'érable, secteur où il appert que la part de marché du Québec serait décroissante et qu'il y aurait plusieurs acériculteurs dissidents, quelle piste de solution privilégiez-vous?

L'agence réglementaire procède à une hausse des quotas de production (stables depuis sept ans), ce qui pourrait faire baisser les prix du sirop d'érable produit au Québec.	31,7%
Le gouvernement intervient éventuellement pour défendre les intérêts des consommateurs, en plus de ceux des producteurs.	12,7%
Le gouvernement demande aux acériculteurs de se prononcer à nouveau sur l'abandon ou le maintien de la réglementation de ce secteur.	35,2%
Ne sait pas.	20,4%

## Créer et distribuer la richesse

### Parmi les stratégies suivantes, laquelle serait la plus prometteuse pour générer de la richesse au Québec?

Miser sur un secteur privé plus dynamique.	20,4%
Donner la priorité au développement du capital humain.	44,4%
Abaisser le fardeau fiscal des particuliers et alléger la réglementation des entreprises.	18,3%
Privilégier la restauration et le développement des infrastructures publiques.	14,1%
Ne sait pas.	2,8%

### Selon vous, lequel des ensembles de secteurs suivants présente les meilleures perspectives de création de richesse pour le Québec?

Les ressources naturelles : hydroélectricité, hydrocarbures, agriculture, forêt, mines et tourisme.	11,3%
Les secteurs établis : génie-conseil, services informatiques, domaines aéronautique et biopharmaceutique, finances, jeux vidéo, etc.	25,4%
Les secteurs technologiques émergents : économie verte, électrification et économie numérique.	47,9%
Le tiers secteur : économie de partage et économie sociale.	7,0%
Ne sait pas.	8,5%

### Selon vous, laquelle des stratégies suivantes permettrait au gouvernement du Québec de mieux favoriser une répartition équitable de la richesse créée?

Accentuer la progressivité du régime fiscal et augmenter les transferts sociaux aux plus démunis.	19,7%
Stimuler la création d'emplois.	12,0%
Développer les compétences et l'employabilité des Québécois.	55,6%
Ne rien faire de plus, étant entendu que le filet social est déjà suffisamment développé au Québec.	9,2%
Ne sait pas.	3,5%

**Indiquez votre degré d'intérêt pour chacune des cinq caractéristiques du système de revenu minimum garanti.**

	<b>Très intéressé</b>	<b>Peu intéressé</b>	<b>Ne sait pas</b>
Avoir un système plus simple ayant moins de programmes.	81%	15%	4%
Réduire les coûts administratifs du présent système.	85%	13%	2%
Augmenter l'incitation au travail en faisant en sorte que l'ajout de revenu venant du marché du travail ne soit pas surtaxé (implicitement ou explicitement).	86%	11%	3%
Simplifier conjointement le système de transferts aux particuliers et le système d'impôts des particuliers de façon à obtenir un système unique.	74%	19%	7%
Accroître la coordination des politiques et des programmes entre les deux ordres de gouvernement.	76%	21%	3%